

Excellence, Monsieur le Ministre des Finances et du Budget,

Monsieur le Secrétaire Permanent,

Monsieur, le Procureur de la République,

Chers Participants,

Distingués invités,

Je voudrais avant tout souhaiter la cordiale bienvenue à Monsieur Gervais Mbata, Secrétaire Permanent du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC), pour qui le Tchad est une deuxième nation. Monsieur le secrétaire permanent, nous sommes heureux de vous accueillir, ainsi que vos collaborateurs, au rang des plus illustres, Monsieur Saturnin Bitsy, Directeur en charge des questions juridiques, que nous appelons affectueusement, citoyen de la communauté.

Je me fais le devoir de faire remarquer que l'initiative du GABAC de vulgariser la Règlementation communautaire, notamment N°01/CEMAC/UMAC/CM du 11 avril 2016, part d'un double constat ;

D'abord celui que les principaux acteurs ne se sont pas appropriés ces textes ; et ensuite que ceux-ci ne sont pas mis en œuvre. Ce sont là les principales conclusions de la mission d'évaluation mutuelle par le GABAC en 2014.

Afin de corriger les multiples manquements reprochés à notre pays, conformément à son plan d'action, le Gouvernement a pris un certain nombre de mesures qu'il est important de mentionner ici, d'autant que certaines sont des innovations comme il n'en existe dans aucun des autres pays de la sous-région. Un exemple, la création en 2018 du Bureau de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqué (BUGRAC), logé au Ministère des Finances et du Budget.

Au rang des avancées majeures, nous avons aussi la ratification, le 30 mai 2018, des deux importantes conventions internationales et leurs protocoles additionnels respectifs : la Convention des Nations Unies contre la Corruption et la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Et enfin, une loi sur le blanchiment des capitaux et les crimes économiques connexes est à l'examen à l'Assemblée nationale.

Toute la raison d'être de ce séminaire, et il devra y en avoir d'autres, réside dans l'absolue nécessité de l'appropriation et de la mise en œuvre par tous les acteurs de l'ensemble de ces instruments.

De façon plus large, la nécessité de cet engagement s'inscrit aussi sur la droite ligne des prédicats de la nouvelle République qui se donne la probité, l'intégrité, la loyauté comme valeurs cardinales dans la gestion publique. C'est aussi, je peux le dire sans risque de me

tromper, la profonde résolution de l'actuel Gouvernement qui place la question de la lutte contre la délinquance financière et économique au sein de ses préoccupations, et pour mieux dire au centre de ses actions. Mais que cela soit-dit au demeurant, ce sont les hommes et les femmes qui portant et incarnent l'idée républicaine. Une République, il ne suffit pas de la proclamer, il faut la vivre.

*Ceci dit, je ne saurais poursuivre mon propos sans vous présenter mes principaux collaborateurs, tous nommés en début 2018, la directrice, **Mme Kobaye Dembal Denise**, Magistrate de son état, le General de police **Hamid Djeky Tebine**, ancien directeur de la sécurité publique, et le Directeur **Rongar Ndjakemngarti**, un haut cadre du Ministère des Finances. Cet atelier est pour eux un baptême.*

Mais ils commencent grands puisque j'ai noté, chez chacun d'eux, la présence de valeurs assez rares de nos jours dans l'administration publique ; de valeurs que je croyais même perdues : le dévouement, l'intégrité et le sacrifice. C'est un honneur et une chance de les avoir à mes côtés. Je vous demande de les applaudir.

*C'est aussi l'occasion, je ne saurais m'y soustraire, de rendre un hommage appuyé à leurs prédécesseurs qui ont marqué pendant 10 ans de leur empreinte cette institution ; il s'agit de messieurs **issa louis, Bouvourne Tchnisabe et Djaouga Ndarandi**.*

Mesdames et Messieurs,

Ceci étant, les causeries qui seront les nôtres durant ces trois jours, s'inscrivent dans l'absolue nécessité d'une part de familiariser les acteurs en charge de la lutte contre la criminalité financière et économique que vous etez, aux nouveaux outils juridiques et techniques, et d'autre part, renforcer votre engagement dans cette lutte.

En effet, nous partageons tous le constat que le véritable frein au développement de notre pays, est la mauvaise gouvernance, elle-même induite d'une foulditude de comportement nuisibles tels que la corruption, le détournement de deniers publics, le trafic d'influence etc. Nombreux parmi nous s'offusquent au quotidien des dérives de certains de leurs compatriotes, mais une fois à leur place, font la même choix, sinon pire. et ils vous diront, « qu'est -ce que tu veux, tout le monde fait la même chose. Moi, seul-la je peux faire quoi ! Je prends ma part même, c'est mieux !toi la, tu vas mourir pauvre »

Mesdames et messieurs, le véritable danger est justement dans la banalisation du comportement criminel. Puisque la deuxième phase après la banalisation d'un comportement déviant, est son inscription dans les habitudes culturelles. Et vous savez ce qu'on dit de l'habitude. Et le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme sont des crimes au sens pénal du terme, et sils sont été élevés au rang de crime par le législateur national, communautaire et international, ce n'est pas fortuit.

Il nous faut rendre à cette évidence » que tous ces comportements déviants ont ceci en commun qu'ils causent du tort au plus grand nombre. Est le cas quand on finance des activités terroristes : le terrorisme tue gratuitement des paisibles citoyens et par milliers,

rappelons –nous les différents attentats de juin 2015 ici même dans la capitale, dont un en plain marché central. C'est la même chose quand on finance l'acquisition illégale des armes de guerre ; et c'est tout égal quand vous détournez pour voiture confort personnel, l'argent public destiné o construire un district sanitaire dans une bourgade reculée ou vivent des Tchadiens qui manquent de tout, juste pour vous acheter votre cinquième gros cylindré, ou encore vous payer des vacances en Europe ou ailleurs.

Si LANIF gardienne sourcilleuse de l'intégrité et de la stabilité du système financier, tient ce genre de discours, c'est que nous sommes convaincu que la lutte est l'affaire de tout le monde, à tous les niveaux, et ce dans tous les actes que nous posons ; que l'on prenne conscience que l'acte que l'on pose ici, a une conséquence ailleurs sur la vie d'une personne que l'on ne connait même pas.

Ceci  tant, L'ANIF et le Secrétariats Permanent du GABAC vous invitent à participer activement aux travaux pour donner un sens à tout cet engagement et surtout qu'au retour dans vos institutions respectives, que vous puissiez traduire ses enseignements dans les faits.

Je vous remercie de votre aimable attention.